



le cercle - réfléchir les droits de l'homme
think-tank de la Licra

Entretien

Avec Johann Margulies



Ecrivain. Ingénieur en génie civil & atomique

Ancien enseignant à Sciences Po Paris

Auteur du roman *Les Mystères d'Elie*

De nouveaux concepts et discours qui s'articulent autour de la notion de "race" ont depuis quelques années le vent en poupe en France. Racialisme, indigénisme, décolonialisme... La guerre des classes semble avoir été remplacée par la guerre des races. Quel est ce phénomène ? De qui et de quoi est-il question derrière ces idéologies ?

Racialistes, identitaires, essentialistes, ethno-différentialistes, décoloniaux, intersectionnels, indigénistes, antiracistes politiques, dans le débat public les titres et les appellations s'ajoutent et se succèdent pour qualifier ces nouveaux mouvements réactivant une conception identitaire et raciale. De Houria Bouteldja jusqu'à la ministre Élisabeth Moreno cautionnant l'usage du terme « privilège blanc », de Rokhaya Diallo jusqu'à Emmanuel Macron parlant de « mâles blancs de plus de 50 ans », de *Libération* au Monde en passant par la cohorte d'éditorialistes et la presse communautaire, de l'Université au monde de l'art, on assiste effectivement à une impressionnante désinhibition par le biais de la dénonciation des discriminations et du racisme dit « systémique ».

Pour comprendre ce phénomène de désinhibition au sein du discours de la critique sociale et par suite de l'activisme antiraciste, il faut faire un peu de généalogie, et comme beaucoup de phénomènes « de société » récents en France, ils ne sont intelligibles que dans la perspective d'une vassalisation générale de la France par les États-Unis, pour prendre au vol les méditations de Régis Debray. Il s'agit en effet d'une vision de la société pour une grande partie née dans les campus américains dans les années 70/80 à l'intersection de ce qu'on appelle les mouvements universitaires et militants des *cultural studies* et la *Critical race theory*. Procédant d'une acclimatation américaine, sans crainte des faux-sens et de transpositions/extensions abusives de certaines thèses de ce qui est dénommé la *French Theory*, parmi lesquelles, les éminentes thèses de Foucault et Derrida, la société est analysée uniquement et unilatéralement à travers le prisme des structures de pouvoir en reprenant le geste de la déconstruction et la dialectique marxiste entre oppresseur et opprimés. Le changement de paradigme néo-marxiste a consisté dans un glissement d'une articulation socio-économique des rapports de pouvoir, à une articulation plus large, basée sur l'identité. Ainsi, race, sexe, genre, sexualité, handicap deviennent la nouvelle base des théories dites critiques, la race ayant toutefois une prééminence notable compte tenu de l'histoire américaine, irriguant de nombreux champs de pensée critique qui se trouvent à la lisière du militantisme politique au sein de l'université et des médias. Bienvenue à l'ère de l'*identity politics* ! Et cette idiosyncrasie américaine, avec sa longue histoire de ségrégation raciale et de lutte pour les droits civiques, se prend comme règle générale de l'action antiraciste. Cette grille de lecture a été importée, transposée et décalquée au contexte français avec la même nonchalance et la même spontanéité avec laquelle on importe des biens, des services, des habits et des façons de pensée d'outre-Atlantique.

Au malaise suscité par ce retour de la race notamment via la sociologie, discipline reine dans les *cultural studies*, est opposé l'argument que ce n'est le nom dans la théorie que d'un mécanisme social d'assignation et de minoration. C'est vrai. Mais le malaise reste entier. Il reste entier car le retour de la race et donc l'entrée en scène du concept de racisme systémique comme outil d'intelligibilité des phénomènes, se fait au prix d'une perte de scientificité dans l'objectivation sociale, d'un gain de pouvoir polémogène et de la forclusion d'autres dimensions du racisme comme le note Pierre-André Taguieff dans son dernier ouvrage, *L'imposture décoloniale*. Nous pouvons en suivre la typologie avec Daniel Sabbagh¹ : le racisme idéologique (idéologie fondée sur la biologie ou toute autre idéologie théorisant les races et leur hiérarchie), le racisme d'attitude (étudié par la psychologie sociale). Ces deux dimensions sont jugées dogmatiquement impertinentes. Le malaise reste entier car cette vision du monde percute de plein fouet la vision libérale, universaliste du canal historique de l'antiracisme (en France, LICRA et SOS Racisme) plaçant la *color blindness* au fondement de l'émancipation.

Dans le cadre de ces théories, le pouvoir de par ses structures historiquement héritées, irrigue en toile de fond la société et donc les personnes, considérées comme un rouage, ou plutôt un vecteur, souvent inconscient de mécaniques de domination. Il fait système. Leurs actions, leurs discours, leurs croyances sont réinterprétées à cette aune. La société dans son ensemble est catégoriquement divisée en différents groupes ethno-culturels (qui voient émerger une nouvelle petite bourgeoisie qui revendiquent être leurs représentants comme l'explique très bien le sociologue Manuel Boucher dans *La gauche et la race*, groupes dont la substance tient à des identités homogènes et socialement construites: blancs, noirs, hétérosexuels, homosexuels, trans, hommes, femmes ; avec les blancs comme tenant la place exclusive et démonologisée de dominants. Ces différentes identités peuvent d'ailleurs s'articuler entre elles, s'additionner et créer des complexes identitaires que la théorie de l'*intersectionnalité* vise à mettre en lumière. Arrivés au bout de ce chemin-là, ces mouvements ont pu alors mettre au point une matrice de la domination où chacun peut se situer et « *checker ses privilèges* ».

La blanchité dans les *Whiteness studies* se rapproche donc d'un mal absolu d'autant plus sournois qu'il est socialement invisible et n'existe en tant que concept unilatéral que par la force d'un dogme reposant exactement sur la même logique que la preuve ontologique de l'existence de Dieu : du concept de Dieu, les philosophes et théologiens déduisaient son existence, de leur concept de la domination systémique, de même les décoloniaux déduisent son existence. Le corollaire étant le dogme inexistentieliste (pour reprendre une terminologie de Taguieff) : mon concept du racisme dispose que le racisme est systémique, donc les autres formes de racisme dont celui

¹ <https://www.sciencespo.fr/research/cogito/home/le-racisme-anti-blancs-existe-t-il/>

dont les blancs peuvent être victimes n'existe pas. Inutile de rappeler que Kant a déjà invalidé ce genre de raisonnement. Mais disent-ils, Kant était blanc, raciste et colonialiste. La boucle est bouclée. Et d'ailleurs certains théoriciens comme Norman Ajari vont même jusqu'à s'attaquer à un des fondements de l'universalisme des Lumières en la théorie Kantienne de la dignité humaine, pour promouvoir une dignité chromatique, indexée sur la souffrance hypostasiée et transmise par l'hérédité, un concept de dignité supposé plus proche du réel car reconnaissant et se fondant sur la vulnérabilité des collectifs dominés qui doivent la reconquérir. Il s'agit d'un concept de la dignité racialisée et répondant à des critères victimologiques. La blancheur ou la blanchité en tant que catégorie socio-politique est vue comme une stratégie des dominants (les Blancs) pour assigner les dominés (les non-Blancs), c'est une forme de propriété socio-culturelle sur la richesse comme l'affirme Cherry Harris qui permet l'exclusion à certains biens socio-culturels. Les Blancs sont ceux qui bénéficient du système d'oppression qui marginalise les non-Blancs.

Inutile d'insister sur le caractère unilatéral, totalisant et simpliste d'une telle approche critique et de la vision du monde militante agressive sur laquelle elle débouche. Inutile d'insister plus encore sur le fait que les tensions multiples dans le débat public par certaines personnalités dénotent une volonté de puissance déguisée dans les habits de la reconnaissance du dommage. Car à nier les autres formes de racisme et à majorer celle qui concerne son groupe, on n'est pas antiraciste, on est militant identitaire, de l'identité conférée par le statut de victime ontologique taillée sur pièces par ses propres soins. Avec un avantage indéniable : on détient alors le monopole de l'arme politico-morale par excellence : l'intimidation et l'excommunication par décret antiraciste. C'est ici que le jeu d'influences réciproques se fait avec le décolonialisme d'origine sud-américaine. Car l'autre nom de l'oppression, à l'échelle globale, c'est le colonialisme. Selon Taguieff, le pionnier latino-américain du décolonialisme, Enrique D. Dussel dans *L'occultation de l'autre* cherche à en finir avec une vision euro-centrique chrétienne et blanche de l'histoire mondiale, et considère que non seulement la source unique du racisme est européenne, mais que ce dernier s'est développé uniquement dans l'histoire du colonialisme et de la traite négrière dont les effets seraient toujours actifs. Il pourra ainsi trouver l'origine de la Shoah dans les pratiques coloniales dont les nazis n'auront fait que continuer l'œuvre en héritant de l'esprit. Le décolonialisme reprend alors extensivement l'articulation blancs/non blancs en nourrissant toute une vulgate à ce sujet tout en étant nourris par les *cultural studies*, avec la spécificité d'apporter une perspective globale des rapports de domination Occident contre Sud global. Gilles Clavreul nous fait état d'un autre auteur latino-américain, Ramón Grosfoguel, dont le rôle en France est notable étant donné qu'il est l'inspirateur d'Houria Bouteldja, la fondatrice du Parti des Indigènes de la République (PIR) qui en France a été le fer de lance militant

et universitaire de l'introduction du décolonialisme. Gilles Clavreul rappelle d'ailleurs dans une note pour la Fondation Jean Jaurès qu'à l'« antiracisme moral » incarné par SOS Racisme, accusé de trahison et de récupération par le pouvoir, cette génération a progressivement opposé un « antiracisme politique »², cet antiracisme politique étant l'autre nom du mouvement décolonial importé en France depuis une vingtaine d'années (depuis la seconde intifada et l'émeute des banlieues de 2005) et se basant sur les outils de la théorie critique de la race, des *cultural studies*, de la sociologie et de la prose décoloniale.

C'est ainsi qu'ont germé de nombreux collectifs que l'on serait tenté d'appeler « collectifs victimologiques » en suivant le philosophe Peter Sloterdijk dans son livre *Le palais de cristal – à l'intérieur du capitalisme planétaire*, parmi lesquels le CCIF (Collectif contre l'Islamophobie en France), la BAN (Brigade anti-nérophobie), le PIR (Parti des Indigènes de la République), Stop contrôle au faciès, Mwasi (anti-colonialisme, afro-féminisme, violences policières), Lallab (féminisme islamique), comité Adama (violences policières, racisme systémique) ou des personnalités qui incarnent ce combat identitaire comme Rokhaya Diallo. Le philosophe stipule un nouveau mode d'auto-constitution des collectifs humains qui cherchent à « se désolidariser des destins de la commune politique » car « l'individu ne trouve plus son optimum immunologique dans le collectif national » ou dans tout autre « collecteur » comme les partis, l'école, les associations.

Dans notre contexte, on pourrait dire que l'individu chercherait alors dans cette configuration post-humaniste post-universaliste un salut dans l'immunité conférée par un statut néo-racial qui donnerait à la fois un socle inébranlable, une nouvelle base inexpugnable pour une critique sociale et réveillerait chez certains une ardeur pour une utopie d'une révolution des racisés. Car c'est bien la conséquence théorique logique de l'usage d'un tel arsenal, le néo-marxisme bien que racialisé ne peut échapper au messianisme de la révolution. Toutefois, dans la pratique de l'action antiraciste en France, on assiste beaucoup moins à une rhétorique révolutionnaire post-tiers-mondiste (à l'exception d'Assa Traoré du comité Adama ou de Houria Bouteldja et Norman Ajari du PIR) qu'à une action immunitaire. On peut s'en rendre compte avec la phraséologie de la blessure très répandue dans ces milieux. Il s'agit effectivement dans la théorie de retirer le privilège épistémique à l'objectivité et rendre ses lettres de noblesse à la subjectivité forcément biaisée car singularisée (du chercheur, du militant, de tout un chacun). Et si les mécanismes d'oppression sont sociaux et structurels, la façon militante d'en rendre compte passe entre autres par le langage de l'expérience négative vécue (blessure, inconfort, offense).

² <https://jean-jaures.org/nos-productions/radiographie-de-la-mouvance-decoloniale-entre-influence-culturelle-et-tentations>

Avec l'extension de la pratique des *safe spaces* féministes et LGBT aux réunions en non-mixité raciale, c'est à dire de l'extension d'une logique de protection des victimes d'exclusion et de violences physiques aux victimes possibles d'un mécanisme anonyme pour finir à un mode normalisé de socialisation par l'exclusion, on voit bien qu'il s'agit plus largement de chercher à rendre indemne une région de son être, indemne à la critique, à l'échange, au risque et donc à l'autre ; cette région, c'est la race. Si l'on appelle immunité l'incarnation de l'anticipation de la blessure, les *safe spaces* et réunions en non-mixité en sont indubitablement des dispositifs concrets. Et que la race soit vue par un prisme biologique ou qu'elle soit dite socialement construite n'y changera rien, la logique immunitaire est partie prenante de ces phénomènes. Il s'agirait peut-être alors de jouer Jacques Derrida contre les déconstructionnistes, car Jacques Derrida a théorisé les dangers de tout mouvement immunitaire où l'on cherche à produire un indemne, sacré, saint, *intouchable*, ces dangers étant de l'ordre du fétichisme, du fantasme de l'indemnisation absolue puis des ravages destructeurs de l'auto-immunité. Il y a là je pense un intéressant programme de réflexion philosophique où l'on pourrait faire dialoguer Peter Sloterdijk et les textes avant interprétation américaine du *pater noster* des *wokes* (ceux dont la conscience s'est éveillée aux enjeux de justice sociale incluant la race).

Comment ces thèses, qui se présentent comme foncièrement anti racistes et "droit de l'hommes", intègrent-elles un discours antisémite en leur sein ?

C'est une question à laquelle nous avons déjà essayé de réfléchir avec d'autres, sur la plateforme, On Vous Voit. Nous en sommes venus à la conclusion que dans ce vaste et foisonnant cadre théorique et militant, la place des juifs est pour le moins problématique. En effet, la couleur de peau tend à être le critère unique pour penser les questions raciales, reléguant les autres dimensions du racisme à la non-pertinence. Ainsi l'antisémitisme est quasiment totalement oublié de la théorie, sans parler de la pratique. Dans ce cadre régi par les rapports de domination et bien que les juifs aient une histoire longue tout à fait singulière d'oppression voire d'extermination, elle ne peut être prise en compte car plane toujours au-dessus des têtes antiracistes la question : les juifs sont-ils blancs ? La réponse ne semble pas recevoir de réponses univoques. Pour les uns, les juifs en tant que groupe social et du fait de leur succès supposé dans le monde blanc (ce qui est un cliché antijuif commun), sont des alliés voire des complices du système oppresseur, pour d'autres on tentera l'esquive de cette question ô combien gênante pour la théorie en s'en remettant à l'expérience vécue : en tant que juifs, vous sentez-vous blancs ? Pour une théorie si catégorique, cette parade est pour le moins étonnante. Pour d'autres encore, les juifs sont des oppresseurs qui ont le privilège de prétendre ne pas l'être. On se rapproche du complot juif. Cette indécision et la gêne que le statut des juifs dans la théorie pose sont intelligibles en ce qu'elles se veulent totalisantes et supportent mal les cas-

limites comme les juifs et les métis. Les juifs et les métis empêchent ce système théorique figeant les appartenances de se clore sur lui-même. Le philosophe Alain David fait d'ailleurs à ce titre, dans la revue de la LICRA, *Le Droit De Vivre*³, une remarque sur la déconstruction des régimes d'appartenance par la figure juive, lecture qui confirme qu'il est un excellent lecteur de Derrida et Levinas : le sens de la déconstruction derridienne serait « *celui d'une identité humaine affirmée au défaut de toute appartenance* », et ainsi on pourrait dire que « *la haine antisémite a affaire à ce qui affecte l'appartenance et qui la déconstruit, elle vise ce marqueur de l'extériorité qui définit l'homme en l'in-définissant* ». Les juifs sont le dehors des systèmes totalisants. « *Tout homme* » du fait de son humanité « *est juif, ou du moins en situation de l'être* », voilà la leçon des horreurs du 20^e siècle.

A ce niveau-là de la réflexion sur le statut des juifs, on n'est jamais loin non plus de la thèse stipulant que la Shoah empêcherait un traitement critique des autres souffrances, en ce que l'horreur nazie dans un jeu à somme nulle, accaparerait l'énergie critique pour d'autres méfaits historiques et monopoliserait le pathos de la compassion. On n'est pas loin non plus des théories révisionnistes relisant la Shoah par le prisme de la blancheur. C'est ainsi que Rokhaya Diallo pourra nous exposer ses théories farfelues de la Shoah dans la droite lignée du traitement décolonial de la question. Pour la militante, les juifs auraient été déchus de leur blancheur pour que le génocide ait lieu et rehaussés à ce statut depuis⁴. Ce n'est donc pas en tant que juifs mais en tant que non-blancs *temporaires* que les horreurs de la Shoah ont été perpétrés. Encore un malaise, cette fois-ci devant une telle déjudaïsation du génocide juif et l'innovation tactique d'inventer des catégories essentialisées par intermittence. Mais rien d'innovant car ce ne sont que des reformulations des thèses de Dussel et Grosfoguel déjà adoucies par Houria Bouteldja qui entend dans son ouvrage *Les Blancs, les juifs et nous*, « *réinsérer l'histoire du génocide des Juifs dans la longue série des crimes coloniaux* ». Cette dernière d'ailleurs recycle toujours plus les thèses décoloniales sud-américaines dans son pamphlet en accordant à l'État d'Israël le statut du Blanc du Moyen-Orient. Ce n'est ni plus ni moins que la thèse de Grosfoguel comme quoi Israël serait le dernier avatar du colonialisme, coupable de participer au même projet civilisationnel que celui qui a abouti à la Shoah. Les sionistes sont des nazis, sauf que les victimes ne sont plus juives mais palestiniennes. Les sionistes au goulag ! Ce qui était un projet politique tout à fait singulier d'émancipation juive dans un projet national en est réduit par diabolisation et hyper-réduction coloniale à un projet foncièrement raciste et dominateur. Et cette simplification outrancière consistant donc à frapper d'excommunication morale Israël est en fait un avatar démonologique du Mal contemporain. On connaît les conséquences désastreuses de cet antisionisme radical qui ne voit de salut que dans la destruction de l'État

³ Alain David, *Les droits de l'Homme par-delà toutes les appartenances*, Revue DDV, Décembre 2020, p 67

⁴ <https://twitter.com/JohannMargulies/status/1171714763920990208?s=20>

d'Israël : des juifs en paient le prix de leur vie dans une association de plus en plus automatique entre sionistes et juifs. Mohamed Merah a justifié son assassinat des enfants juifs de Toulouse en disant avoir voulu venger les enfants de Palestine. Pierre-André Taguieff, qui préfère parler de judéophobie qui est un terme plus générique selon lui que l'antisémitisme qui désigne le racisme anti-juif nous précise que "cette vision dite « antisioniste » enveloppe des appels à la haine, voire au meurtre. Tout Juif devient un « sioniste » à éradiquer"⁵. Cet antisionisme devient un laisser-passer pour la désinhibition totale. Il suffit de voir le torrent de haine qu'April Benayoum, Miss Provence, a reçu sur les réseaux sociaux lorsque les téléspectateurs ont appris que son père était israélien. Et la diatribe émétique de Bouteldja dans *Médiapart*, supprimée puis republiée sur le site de l'UJFP⁶, excusant cette haine en affirmant qu'"on ne peut être israélien innocemment". L'antisionisme dont il est question ici, un antisionisme extrémiste, absolu, voire démonologique, ne relève pas d'une critique tout à fait légitime de la politique menée par les gouvernements israéliens (on pourrait se demander pourquoi il faudrait trouver un titre à ce qui relève de la plus pure liberté de conscience et ne pas en donner un à ceux qui critiquent la Turquie ou l'Iran). On pourrait dire suivant Jankélévitch qu'il correspond à une simple projection à l'échelle des nations de l'antisémitisme historique visant les individus, c'est un antisionisme beaucoup plus radical qui consiste à nier viscéralement l'existence même de l'État d'Israël en tant que refuge pour les juifs. Ainsi, les cris d'orfraie lors de l'annonce par le président de la République de l'adoption de la nouvelle définition élargie de l'antisémitisme élaborée par l'*International Holocaust Remembrance Association* (IHRA) ont été l'occasion de mesurer l'ampleur de l'hypocrisie de certains militants connus pour leur engagement contre la politique d'Israël. Car à aucun moment dans ce texte n'était-il question d'antisionisme au sens commun de critique de l'État, mais explicitement de cerner des nouvelles formes d'antisémitisme détournée derrière l'apparat de la haine violente d'Israël. Beaucoup ont crié à la criminalisation de la pensée, la fin de la liberté de conscience, mais ces gens considèrent-ils que traiter par exemple Alain Finkielkraut de « sale sioniste de merde ! Casse-toi ! », « Sale Juif ! », « Palestine ! », « Rentre chez toi à Tel-Aviv ! »⁷ comme l'analyse la philosophe Marylin Maeso lors d'une manifestation de gilets jaunes, relève d'un jugement politique ? L'assassinat des enfants juifs de Toulouse par Merah pour "venger la Palestine" relevait-il pour ces gens de l'antisionisme ou de l'antisémitisme ? N'y-a-t-il pas là comme dans tant d'autres situations une instrumentalisation flagrante de l'antisionisme par des antisémites ? "L'antisionisme sera, avec la mise en cause de l'État-nation, le lieu principal du dénouement", nous dit la pamphlétaire avec la fougue révolutionnaire. Vaste programme.

⁵ <http://www.crif.org/fr/revuedepresse/franceantisemitisme-pierre-andre-taguieff-lantisemitisme-une-menace-planetaire>

⁶ <http://ujfp.org/spip.php?article8254>

⁷ https://www.lepoint.fr/societe/maeso-les-petites-mains-de-l-antisemitisme-17-02-2019-2293999_23.php

Bouteldja, comme le souligne Vincent Presumey⁸, ne s'arrête pas dans son pamphlet à des considérations sur la Shoah ou à Israël : *« On pourrait penser que c'est la question palestinienne qui conduit à leur accorder une place importante, mais ce n'est pas le cas : c'est bien en tant que Juifs, en fonction de leurs « contours existentiels », qu'elle parle d'eux »*. Et en quels termes ? *« On ne reconnaît pas un Juif parce qu'il se déclare Juif mais à sa soif de vouloir se fondre dans la blancheur, de plébisciter son oppresseur et de vouloir incarner les canons de la modernité. », « Votre zèle est trahison. », « le pire, c'est mon regard, lorsque je croise dans la rue un enfant portant une kippa. Cet instant furtif où je m'arrête pour le regarder. Le pire c'est la disparition de mon indifférence vis-à-vis de vous, le possible prélude de ma ruine intérieure. »*

Le mouvement décolonial dans la figure du PIR ne s'est d'ailleurs pas embarrassé d'un compagnonnage idéologique avec la sphère soraliennne et, malgré des brouilles qui semblent tenir autant d'incompatibilités ou de rivalités personnelles que de divergences idéologiques notamment sur le pacte racial/national de la république que Soral tient à préserver, certains thèmes, certains angles ont été et demeurent partagés – notamment quand il s'agit de dénoncer « le privilège relatif en faveur des juifs » « finance sioniste » ou la « censure d'État », qui sont tout autant d'items déclenchant au sein de ces cercles, tels des chiens de Pavlov, des réflexes primitifs hostiles. Complotisme, mythe du juif traître, concurrence victimaire, désinhibition, appel à la haine. L'hostilité à l'égard des juifs est à son paroxysme bien que de nombreuses précautions oratoires aient été prises sous la plume de nombre des personnalités leaders.

Existe-t-il des points de convergences ou de divergences entre cette mouvance décoloniale et l'islamisme ?

La nébuleuse décoloniale n'a pas les mêmes objectifs que les mouvements islamistes, si tant est qu'on puisse dire que les décoloniaux aient un objectif si ce n'est opérer des retraits en cash dans la succursale française de la banque mondiale du ressentiment. Le décolonialisme semble se manifester par une posture critique en se fixant sur quelques objets comme les violences policières, le contrôle au faciès avec une stratégie d'entrisme dans les associations historiques, l'Université et les médias complaisants ; quand l'islamisme, selon le courant, apparaît avec des objectifs clairs et déterminés : culturels et politiques, surtout au niveau local et social. Toutefois, il y a des passerelles et des convergences ad hoc, à commencer par les convergences dans le discours. C'est bien sûr avec la figure diabolisée d'Israël que l'on peut voir des convergences.

Gilles Kepel, dans son ouvrage, *Quatre-vingt-treize*, indique que la radicalisation du PIR les a menés à un *« flirt accentué avec l'islamisme dans un domaine sensible pour la mobilisation identitaire – la solidarité avec la*

⁸ <https://blogs.mediapart.fr/vincent-presumey/blog/230118/retour-sur-les-blancs-les-juifs-et-nous>

Palestine". Le PIR soutient ouvertement le Hamas et le Hezbollah car si Israël est le suppôt du colonialisme et se comporte comme le Blanc du Moyen-Orient, alors la résistance armée, fût-ce des mouvements islamistes sera bien sûr légitime. Cette radicalisation du combat identitaire les a conduits à une rupture avec leurs derniers soutiens dans les milieux gauchistes à l'image d'Esther Benbassa, Pascal Blanchard, et Éric Fassin, réunis sous le sigle BBF, qui continueront néanmoins de porter un discours décolonial expurgé de sa frange radicale. Au sein du BDS également, on peut voir une forte implication et de décoloniaux et d'islamistes patentés. La justification que donne Houria Bouteldja de l'acte de Mohammed Merah est également intéressante : Merah était victime d'islamophobie, c'est tout du moins la lecture de Pierre-François Mansour dans l'ouvrage de Bernard Rougier, *Les territoires conquis de l'islamisme*. L'émergence et l'utilisation extensive de la notion d'islamophobie permet de faire le pont entre les militants de l'islam identitaire et les décoloniaux. L'islamophobie serait le visage français du racisme institutionnel. A ce titre, l'apparition en 2014 du média AJ+ (filiale française de la chaîne qatari Al-Jazeera) "*confirme la réappropriation de la rhétorique indigéniste par les frères musulmans en Europe*" selon Mansour. Autre exemple révélateur : un appel international à soutenir Tariq Ramadan publié dans *Mediapart*⁹ a réuni décoloniaux et islamistes pour fustiger l'islamophobie dont le célèbre prédicateur serait victime par « la justice blanche ». Les signataires n'ont d'ailleurs pas hésité à réactiver l'ombre d'un complot juif qui aurait manipulé les plaignantes. Le cas du collectif « la vérité pour Adama » dirigé par Assa Traoré est aussi intéressant. Ce collectif tient un discours indigéniste caractérisé et parmi les membres de son bureau on peut trouver Youcef Brakni, ancien du MIL (Mouvement Islamique pour la Libération, sécessionnisme caractérisé), un personnage passé par le PIR et relativisant le discours du prédicateur des frères musulmans Al-Qaradawi¹⁰. Enfin selon Pierre-François Mansour, le discours indigéniste rejoint celui des islamistes qui dénoncent à travers des associations comme le CCIF une "islamophobie d'État propre à la France et héritée de la colonisation". À ce titre, comme le précise le même chercheur dans l'ouvrage de Bernard Rougier, l'apparition du média AJ+ "*confirme la réappropriation de la rhétorique indigéniste par les frères musulmans en Europe*".

Entretien réalisé par Caroline Yadan, Responsable du Pôle Antisémitisme(s) - Le Cercle de la Licra-Réfléchir les Droits de l'Homme – Février 2021

Les contenus des notes et des entretiens du Cercle de la Licra ne représentent ni les positions du Cercle de la Licra ni celles de la Licra mais nourrissent nos réflexions communes. Ils peuvent en revanche faire l'objet de propositions après discussion au sein du Bureau Exécutif de la Licra et d'un vote au Conseil Fédéral de la Licra.

⁹ <https://blogs.mediapart.fr/marianne-france/blog/300420/affaire-ramadan-appel-international-l-attention-de-nicole-belloubet>

¹⁰ <https://twitter.com/JohannMargulies/status/1271827571605417984?s=20>